

Pour une démarche communiste rassembleuse

Proposer un (ou une) candidat(e) communiste à la Présidentielle est légitime. Les dernières fois, ce fut en 1995, 2002 et 2007. Le PCF obtint successivement : 8,75 %, 3,37 % et 1,93 %. Pour 2022, les formations de gauche sont parties, chacune, pour faire cavalier seul, les Verts, la FI avant même notre parti. Ces formations s'apprêtent donc, plutôt que de chercher à s'unir, à se concurrencer. C'est un peu dans ce sens que se contraint à aller le Parti communiste. Sans préjuger de ce qui peut advenir dans les mois à venir, il est probable que cette logique du « chacun pour soi » conduise les différents candidats se réclamant de la gauche et de l'écologie à rester sur le quai le soir du premier tour. Il faudrait donc assumer à l'avance le fait que la Présidentielle débouche sur la reconduite d'Emmanuel Macron, ou sur un premier mandat lepeniste. De quoi renforcer le sentiment d'impuissance qui pousse les milieux populaires à se détourner des urnes, de la politique en général, et du vote communiste en particulier. Sans compter le contre coup immédiat sur les Législatives où le souffle triomphant de la droite ou de l'extrême-droite conjugué aux bisbilles inhérentes à la désunion à gauche ne nous faciliteraient pas la tâche.

C'est sans doute cette perspective qui fait que la proposition d'un candidat communiste à la Présidentielle ne fait pas d'emblée l'unanimité dans nos rangs. Soyons francs, beaucoup retournent la question en tous sens sans parvenir à se convaincre vraiment. Le doute existe. Alors, sur quelle base avancer ? Peut-être sur l'idée, partagée par tous les communistes, que leur parti ne doit pas s'effacer. Elle justifie, pour les uns, la candidature communiste jusqu'au bout. Sauf qu'une candidature communiste peut, paradoxalement, contribuer à effacer un peu plus notre parti, même avec un excellent candidat. Sans vouloir retourner le couteau dans la plaie, c'est ce qui s'est produit en 2007, dans une situation certes différente. Mais aussi aux dernières élections régionales dans les Hauts de France marquées par la désunion. Mais aussi aux élections européennes. Avec pour résultat, dans un cas comme dans l'autre, l'effacement total du PCF dans les instances concernées.

Alors, peut-être faudrait-il préciser le sens à donner à cette candidature communiste si c'est le choix retenu, ne serait-ce que pour tenir compte de la forte volonté d'union que les communistes viennent, par exemple, d'exprimer dans les Hauts de France en optant à près de 80 % pour une liste EELV, PS, LFI et PCF aux Régionales. C'est cette volonté majoritaire de voir les gens de gauche, écologistes, progressistes se rassembler dans leur diversité et non s'opposer, que le chef de file proposé par les communistes, qui aurait bien sûr vocation à être éventuellement candidat, devrait avoir à cœur de porter haut et fort.

En contribuant clairement à mobiliser les citoyens, non pas derrière l'unique bannière d'un parti ou d'une personnalité qui se considérerait candidate de droit, mais en vue d'un rassemblement multiple, ouvert, où personne ne serait à la remorque de l'autre, où chacun resterait lui-même, le PCF ne s'effacerait pas, tout

au contraire. Il serait, plus que tout autre, en phase avec les aspirations de beaucoup. L'union, dès lors qu'elle se réalise dans le respect de chacun, est un moteur. Être celui qui propose l'union la plus large permettrait au parti communiste de ne pas devoir se contenter de proclamer son utilité, mais d'en faire la démonstration. Et, par là même, d'espérer regagner en influence, dans l'intérêt bien compris de toute la gauche et surtout de notre peuple. Pour être forts, il faut être nombreux. Et pour être nombreux, il faut s'unir.

Jean-Louis Bouzin